



Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance **SADI**

SOLIDARITE- DEMOCRATIE - INDEPENDANCE

Aux



Camarades membres du Comité Central,
du Bureau Politique, des Coordinations,
des Sections et Comités du Parti

Bamako, le 5 septembre 2018

Objet : la crise politique post-électorale et la position du Parti

Chers Camarades,

Le scrutin présidentiel du 29 juillet et du 12 août 2018 a été le couronnement d'un processus électoral antidémocratique qui a non seulement consacré le règne de l'argent-roi, de la corruption institutionnalisée, du système oligarchique, népotiste et clientéliste du régime de Ibrahim Boubacar Keita, mais également, l'exclusion de fait de l'immense majorité de notre peuple. Il apparaît dès lors que le système électoral mis en place par Ibrahim Boubacar Keita et complices a érigé une barrière financière et institutionnelle pour permettre aux prébendiers de tout acabit de conserver et d'exercer le pouvoir d'Etat contre la volonté de notre peuple.

Depuis le vote de la loi électorale par l'Assemblée Nationale du Mali, notre parti avait sonné l'alerte et exprimé sa ferme opposition au Coup d'Etat électoral qui se préparait. A travers la saisine de la Cour de Justice de la CEDEAO, de nombreuses actions d'information des militants et militantes du parti, de l'opinion publique nationale et internationale (conférences de presse, débats radiodiffusés, interviews), nous avons mis à nu la nature ploutocratique de notre démocratie et exprimé nos craintes et inquiétudes quant à la volonté réelle du Gouvernement d'organiser des élections transparentes, crédibles, libres et démocratiques.

Au nombre de ces préoccupations on peut noter :

- Le manque de fiabilité du fichier électoral et l'impossibilité de trouver un consensus en raison des obstructions délibérées du pouvoir qui a orchestré et planifié la fraude à grande échelle pour se maintenir,
- L'incapacité notoire du gouvernement à sécuriser les lieux de vote et les électeurs,
- Le refus de plusieurs régions non-opérationnelles, organisées en collectif, de voir le scrutin s'effectuer en leur sein,
- Le rejet des résultats du scrutin par la majorité des jeunes qui ont été exclus du vote,
- La distribution sélective des cartes d'électeurs aux populations.

